

### QU'ATTEND RÉELLEMENT L'ÉTAT D'EDF ?

En cette rentrée, la situation du groupe EDF reste marquée par de fortes incertitudes dont l'État, principal actionnaire, mais aussi législateur et régulateur, est responsable.

D'un côté, il y a cette loi de transition énergétique, complétée par le délicieux oxymore de « croissance verte » qui vise à faire décroître la part du nucléaire dans le mix électrique à « l'horizon 2025 ».

L'heure serait, nous dit-on à la mode des renouvelables et plus spécialement à l'éolien et au photovoltaïque. On nous annonce des lendemains qui chantent avec des prix de plus en plus bas. Et la loi n'y est pas allée de main morte : 40 % de production renouvelable électrique pour 2030, alors que nous en sommes aujourd'hui à 18 %.

On oublie que les prix annoncés n'intègrent pas le coût de l'intermittence, ni les réseaux nécessaires à leur acheminement.

On passe aussi sous silence les impacts sur la facture des clients.

On oublie les problèmes sur l'équilibre des réseaux.

Mais qu'à cela ne tienne, Ségolène ROYAL nous le dit, c'est un nouveau paradigme dont on parle !

Et EDF est donc invitée à s'engager massivement dans cette transition énergétique.

De l'autre côté, il y a le jeune ministre Emmanuel MACRON, vous savez, celui qui aime les entreprises. Eh bien, il aime tellement EDF qu'il lui demande de reprendre près de la moitié d'Areva, que des erreurs stratégiques majeures de son management ont amené au bord de la faillite.

Le but pour lui est clair : il s'agit de minimiser la recapitalisation par l'État d'AREVA. Conséquence : en même temps que le groupe EDF doit faire de la transition énergétique, il doit aussi sauver à lui seul la filière nucléaire, oubliant que c'est l'État qui a laissé cette situation se dégrader. Responsable, mais pas coupable, on connaît la musique !

Et pendant ce temps, l'État se sert sur EDF et grassement. Les dividendes sont parmi les plus élevés du CAC 40 alors même qu'EDF doit faire face à des investissements sans précédent !

Et puis, la Commission Européenne qui s'est toujours manifestée par sa détestation d'EDF n'a rien trouvé rien de mieux que de condamner l'entreprise à payer à l'État 1,2 milliard d'impôts sur le transfert... en 1997 du réseau de transport à EDF. On croit rêver...

### Votre administrateur FO



Jacky CHORIN  
Administrateur EDF parrainé par FO  
jacky.chorin@fnem-fo.org

## QUAND LA COUR DES COMPTES DÉNONCE LA POLITIQUE DE COURT TERME DE L'ÉTAT EN MATIÈRE DE DIVIDENDES DES ENTREPRISES PUBLIQUES...

Dans son rapport sur l'exécution du budget 2014, la Cour des Comptes a pointé la politique de dividendes versés par l'État, rejoignant ainsi les critiques récurrentes exprimées notamment par FO.

### Morceaux choisis...

« La Cour note que neuf des douze plus grandes entreprises (dont EDF) figurant dans le portefeuille de l'Agence des Participations de l'État (APE) ont affiché l'an passé des taux de distribution de résultats à leurs actionnaires "plus élevés" que le taux médian des entreprises du CAC 40. »

Et d'ajouter :

« Le niveau élevé des taux de distribution soulève le risque pour l'État de privilégier un rendement à court terme de ses participations au détriment, potentiellement, des intérêts à long terme de ces entreprises et des siens ».

On croirait presque un tract syndical !



## LE PLAFONNEMENT DU NUCLÉAIRE DEVANT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ENCORE UN BEL EXEMPLE DU DOUBLE LANGAGE DU GOUVERNEMENT !

Dans sa décision du 13 août 2015, le Conseil Constitutionnel a validé le plafonnement du nucléaire dans le mix électrique sous l'importante réserve cependant qu'EDF pourra demander l'indemnisation du préjudice subi.

Comme souvent, pour se défendre face au recours de l'opposition, le Gouvernement a fait un bel exercice de langue de bois dans son mémoire pour défendre sa loi !

Jugez-en plutôt :

*« L'objectif de réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité ne handicape ni les perspectives de développement d'AREVA, ni celles d'EDF. Au contraire, il y aura dans les années qui viennent considérablement plus d'investissements dans les énergies renouvelables. La France doit donc se positionner sur ces deux marchés du nucléaire et du renouvelable et il appartient à l'État de veiller à la cohérence de la stratégie des acteurs nationaux avec les objectifs que la représentation nationale donne à la politique de l'État.*

*Ces entreprises resteront mobilisées pour moderniser le parc nucléaire. Le Gouvernement s'est plusieurs fois exprimé sur la possibilité d'engager la construction de nouveaux réacteurs et de moderniser les réacteurs existants, y compris en permettant l'utilisation du combustible MOX dans les centrales nucléaires.*



*Il a par ailleurs annoncé le lancement de recherches dans la nouvelle génération de réacteurs, moins consommateurs de combustibles ».*

Donc si l'on comprend bien, le plafonnement du nucléaire est une chance pour EDF. Et non seulement on va moderniser le parc, mais encore, demeure la possibilité (?) d'engager la construction de nouveaux réacteurs (quand ? où ?).

À ce niveau-là, ce n'est plus du grand écart...  
C'est une vraie performance artistique !

## LA MISE EN BOURSE D'EDF, 10 ANS APRÈS...

Je vous parle d'un temps que les moins de 10 ans (d'ancienneté) ne peuvent pas connaître...

EDF en ce temps-là était un établissement public intégré chargé de missions de service public.

Puis vint la transformation en SA suivie en 2005 de la mise en Bourse. FO qui avait combattu cette mise en Bourse était bien esseulée dans son combat.

32 € comme cours d'introduction, une décote sensible pour les salariés.

La communication de l'entreprise était redoutable. Acheter des actions c'était soutenir l'entreprise... mais aussi faire une bonne affaire.

Et c'est vrai que le cours est monté jusqu'à 86 €. Mais depuis, cela a été la descente aux enfers et nous en sommes aujourd'hui à moins de 16 €.

“

*À chaque fois  
que l'État intervient  
dans la vie de  
l'entreprise, le cours de  
bourse  
est impacté...  
à la baisse.*

Qu'est-ce qui peut expliquer de tels écarts ?

Certainement pas la performance de l'entreprise au moment où la disponibilité des parcs de production notamment nucléaire est particulièrement bonne !

Certainement pas non plus le niveau des dividendes qui est un des plus forts du CAC 40 et qui a été considérablement augmenté depuis 2005.

En fait, la chute du cours a toujours été causée par des interventions de l'État : blocage des prix, demandes diverses et variées de l'État dont la plus récente est Areva. À chaque fois que l'État intervient dans la vie de l'entreprise, le cours de bourse est impacté... à la baisse.

Bref, la Bourse ne reflète ni la réelle valeur de l'entreprise, ni les efforts de celle-ci et de ses salariés, mais seulement le degré plus ou moins fort de pression de l'État.

Contrairement à ce que certains ont pu penser, jamais ce dernier ne pourra se désintéresser d'une entreprise comme EDF.

En réalité, les gouvernements successifs depuis 10 ans soumettent EDF à des logiques contradictoires qui deviennent intenable.

C'est bien pour cela que les revendications de FO d'une sortie de la Bourse et de la fin des exigences financières de court terme sont plus que jamais d'actualité !

## LE POINT SUR AREVA NP

Chacun a en tête la situation d'AREVA. Plombée par deux erreurs stratégiques majeures de son management que l'État a laissé faire, cette entreprise est en grande difficulté.

Aussi et pour limiter autant que possible la nécessaire re-capitalisation de cette société, le gouvernement a d'abord lancé un plan social contre le personnel d'une manière totalement injuste. Comme si c'était lui le responsable ! Et puis, ce même gouvernement a fait pression sur EDF pour qu'il reprenne AREVA NP, la partie d'AREVA correspondant pour l'essentiel à l'ancien FRAMATOME, soit 40 % de l'actuel AREVA.

La presse a fait ses choux gras du chèque que devrait faire EDF pour l'acquisition de cette société, mais la question essentielle est bien ailleurs : elle est celle de savoir comment faire pour consolider une filière nucléaire qui est la troisième filière industrielle de France avec 220 000 salariés et aussi de savoir si EDF ne serait pas fragilisée par une telle reprise.

Pour justifier cette opération, on entend d'ailleurs tout et son contraire dans l'entreprise.

Certains affirment que la reprise d'AREVA NP s'inscrirait dans la continuité de la grande histoire d'EDF. Un peu rapide, car EDF n'a jamais été propriétaire, que l'on sache, de l'ex FRAMATOME...



On explique aussi que l'investissement serait limité au regard des investissements prévus dans Cap 2030 et que l'entreprise peut parfaitement l'assumer.

L'argument pourrait être « entendable » si dans le même temps, on ne parlait pas des projets de cessions d'actifs incluant des parties historiques d'EDF comme RTE. Et si on n'expliquait pas au personnel qu'il faudra se « serrer la ceinture », toutes perspectives que FO et son administrateur rejettent totalement. Alors, faudrait savoir !

Et ce ne sont pas les seules questions qui demeurent... On ignore ainsi les impacts en termes de gouvernance d'une filiale qui travaillerait pour une partie de nos concurrents.

En outre, la durée de la procédure devant la Commission européenne jumelée au fait que pendant ce temps, le plan social d'AREVA va fonctionner malheureusement à plein, va créer une situation particulièrement difficile pour les agents.

Beaucoup s'interrogent également des conséquences sur AREVA NC, la partie qui reste indépendante, sachant qu'EDF est dans plusieurs de ses activités son client principal voire son unique client...

*« Si le Gouvernement veut défendre le nucléaire, il devrait d'abord donner une visibilité à la filière, et cesser de vouloir fermer des centrales qui fonctionnent ! »*

Il reste enfin le risque sur la centrale finlandaise OL3. Les risques sont majeurs et EDF a indiqué avec raison qu'elle ne voulait pas les assumer. Reste à savoir si l'État voudra le faire et surtout à quel risque exact il s'exposerait compte tenu des contrats passés pour ce chantier.

On le voit, la reprise par EDF d'AREVA NP n'est nullement la solution pour défendre la filière nucléaire ni d'ailleurs pour défendre AREVA et ses personnels, ni pour EDF lui-même.

L'administrateur FO ne peut donc être d'accord avec une orientation gouvernementale qui consiste d'abord et avant tout à limiter sa recapitalisation. C'est ce qu'il a déjà eu l'occasion d'exprimer en Conseil d'Administration.

Le nucléaire mérite mieux que cette approche purement financière. Et si le Gouvernement veut défendre le nucléaire, il devrait d'abord donner une visibilité à la filière, notamment sur le « grand carénage », et cesser de vouloir fermer des centrales qui fonctionnent !